

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 238 DU LUNDI 22 AOÛT 2022 - PRIX : 3000 GNF - ZONE CFA : 500

Interview

Prolifération des forages à Conakry

**«Après 10 à 20 ans,
les populations ne
pourront plus vivre là»**



*Alhassane Barry
DG des Gestions
catastrophiques
et d'urgence
environnementale*

Édito à vue d'Aigle

Un jeu de chaises musicales au gouvernement

P.2

Le samedi 20 août 2022, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a mis fin au suspense pour ce qui est de l'identité du locataire du palais de la Colombe. Dans un décret publié à la télévision nationale, Dr Bernard Goumou a été nommé au poste de Premier ministre, chef du gouvernement, en remplacement de Mohamed Béavogui...

Disparition

P.8



**L'ancien ministre
Louncény Camara
meurt en détention**

Sortie de Lansana Kouyaté
"en catimini"

P.4



**Le démenti formel du
PEDN en assemblée
générale**

Détention préventive prolongée

P.4



**Un conseiller national
interpelle!**

Hôpitaux nationaux

P.8

**Le C.H.U de Donka
rouvre ses portes après
des années de rénovation**

Jeux de hasard

**La Lonagui se félicite
de son chiffre d'affaires**

P.8

Manifestations anti-CNRD

**L'appel du 17 août
peu suivi en Guinée!**

P.7

Édito à vue d'aigle



Un jeu de chaises musicales au gouvernement

Le samedi 20 août 2022, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a mis fin au suspense pour ce qui est de l'identité du locataire du palais de la Colombe. Dans un décret publié à la télévision nationale, Dr Bernard Goumou a été nommé au poste de Premier ministre, chef du gouvernement, en remplacement de Mohamed Béavogui. Il y a quelques semaines, ce dernier a quitté le pays pour l'Italie pour des raisons de santé, dit-on. Même si certains trouvent derrière ce séjour médical interminable du neveu de Diallo Telli (premier secrétaire général de l'O.U.A., l'ancêtre de l'UA) une démission déguisée. Le locataire du palais Mohammed V en a profité pour procéder à un remaniement partiel du gouvernement. Madame Pola Rose Pricemou, précédemment ministre de l'Information et de la Communication, a été nommée **ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME**, en remplacement de Dr Bernard Goumou, appelé à d'autres fonctions.

Au ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire, le colonel Ibrahima Sory Bangoura, matricule : 17000/G, précédemment chef d'état-major adjoint de l'armée de terre, remplace Monsieur Ousmane Gaoual Diallo, appelé à d'autres fonctions. Madame Aminata Kaba, précédemment ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique, devient **ministre de l'Information et de la Communication**, en remplacement de Madame Pola Rose Pricemou, appelée à d'autres fonctions. Monsieur Aly Saidouba Soumah, précédemment chef de secteur commerce, vérification de la comptabilité à la direction nationale des Impôts, est promu **ministre de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures**, en remplacement de Monsieur Ibrahima Abé Sylla. Monsieur Ousmane Gaoual Diallo, précédemment ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire, prend la tête du **ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique**, en remplacement de Madame Aminata Kaba, appelée à d'autres fonctions. **L'ancien député uninominal de Gaoual a été également confirmé à son poste de porte-parole du Gouvernement.** Monsieur Moussa Cissé, précédemment ministre du Budget, est nommé **ministre de l'Economie, des Finances et du Plan. Il remplace à ce poste** Dr Lancinet Condé qui prend les rênes du **ministère du Budget**. De là à assimiler ce remaniement partiel du gouvernement de transition à un jeu de chaises musicales, il y a un pas que les détracteurs du CNRD et de son président n'ont pas hésité à franchir avec empressement. Et il faut dire que ce remaniement partiel a laissé beaucoup de Guinéens sur leur faim. Reste à savoir s'il permettra de relancer la transition qui, ces derniers temps, semble avoir du plomb dans l'aile. Le médiateur de la CEDEAO, l'ancien président béninois Thomas Yayi Boni est arrivé à Conakry dimanche pour tenter d'amener les différents acteurs de la transition à se parler, à se mettre d'accord sur l'essentiel pour un retour consensuel à l'ordre constitutionnel.

Kèfina Diakité

CORTÈGE DU PRÉSIDENT DOUMBOUYA SUR L'AXE

Le colonel Amara Camara soutient qu'aucun incident n'a été enregistré

Dans une déclaration rendue publique le vendredi 19 août, le colonel Amara Camara, le ministre secrétaire général, par ailleurs porte-parole de la présidence de la République, soutient qu'aucun incident n'a été enregistré au passage du cortège présidentiel sur l'autoroute "Le Prince" le mercredi 17 août.



« Je voudrais exprimer mon affection et mon affliction à tous les Guinéens et à toutes les familles impactées par la manifestation du 17 août 2022.

Il importe de rappeler que le Chef de l'État s'est rendu durant cette journée à Donka où il a présidé la cérémonie d'inauguration de l'Hôpital du même nom. Au terme de cette cérémonie, il a pris la direction de l'autoroute Fidel Castro, puis celle de la route le Prince pour répondre à des sollicitations de rencontres initialement prévues dans l'agenda présidentiel.

Il est à préciser que le trajet du cortège présidentiel notamment sur la route le Prince s'est fait sans encombre, aucun incident n'ayant été enregistré.

En conséquence, les rumeurs faisant état de coups de feu tirés à partir du cortège présidentiel sont fausses et infondées. Mieux, elles ne reflètent pas la réalité des faits tels que filmés par les équipes de la DCI qui, à l'instar des journalistes de la presse privée, étaient, par obligation professionnelle, dans ledit

cortège.

Il convient de souligner que le maintien d'ordre est le domaine réservé aux forces de sécurité. Le Groupement des Forces Spéciales composé de soldats formés avec une rigueur d'ascèse et agissant sur le prisme de l'éthique et de la déontologie militaire, ne saurait s'éloigner de sa vocation essentielle qui est celle de la protection de l'intégrité territoriale de la Guinée.

Au demeurant, le Président de la Transition dont l'empathie n'est plus à démontrer, reste profondément attaché aux valeurs d'humanité et de respect de la vie humaine.

Les autorités de la Transition assurent, à l'instar d'autres dossiers déjà élucidés, que toute la lumière sera faite sur les cas d'incidents signalés ainsi que sur les violations des lois de la république qui en ont résulté. », lit-on dans la déclaration du colonel Amara CAMARA,

Porte-parole de la Présidence de la République de Guinée.

Kèfina Diakité

L'Aigle Infos

Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée
E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Administrateur Général

Ali Kéfina Diakité
Tél. +224 621935388

Directeur de Publication et Rédacteur en Chef

Ali Badara Condé

Secrétaire Général de la Rédaction

Amadou Tidiane Diallo

Comité de Rédaction

Ali Badara Condé, Tidiane Diallo, Samory Kéita, Ali Kéfina Diakité, Mamoudou Diakité, Mamadou Saidou Barry

Service Commercial, Marketing,

Abonnement, Annonces et Pub

Mamadou Saidou Barry
654.75.56.50

Imprimeur

Arbaba Barry
628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

L'Aigle Infos

Édité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Interview

PROLIFÉRATION DES FORAGES À CONAKRY

« Après 10 à 20 ans, les populations ne pourront plus vivre là », dicit Alhassane Barry DG des

Gestions catastrophiques et d'urgence environnementale

L'aménagement anarchique des forages à Conakry inquiète plus d'un, notamment au ministère de l'Environnement à travers le Centre national des gestions catastrophiques et de gestion environnementale. A ce jour, Conakry compte plus de 23 000 forages. Une situation qui ne reste pas sans conséquence tant sur le plan environnemental, géologique ainsi que sur le plan sanitaire. C'est dans le souci de pallier la faiblesse de l'Etat dans la desserte en eau potable que certains citoyens font recours à l'implantation des forages ou des puits améliorés à leur domicile. Face à cette situation qualifiée d'anarchique, Alhassane Barry préconise la réglementation de ce secteur. Au-delà de son utilité, l'eau de forage engendre parfois des complications sanitaires. Le patron de la Direction nationale des gestions catastrophiques et de gestion environnementale affirme qu'il existe un souci de santé lié à l'implantation des forages dans les centres urbains. Si les forages sont implantés n'importe comment et n'importe où, un risque de santé publique peut advenir compte tenu de la contamination de la nappe phréatique qui alimente ces forages. Lise....

L'Aigleinfos : De quel œil voyez-vous la floraison des forages à Conakry ?

Alhassane Barry : Nous, au ministère de l'Environnement à travers le Centre national des gestions catastrophiques et de gestion environnementale dont je suis le directeur général, notre mission c'est d'assurer la prévention et la réduction des risques de catastrophes. Donc dans ce sens, il peut y avoir des risques dans le pays qui se développe après beaucoup d'années et ça survient. Et nous, notre rôle c'est d'alerter la population par rapport à ce risque. Parce que cette population n'est pas consciente, informée, sensibilisée par rapport à ce risque. Nous vivons la floraison des forages aujourd'hui. La raison est connue de tout le monde. C'est parce qu'il y a de pénurie d'eau dans les différents quartiers. Mais des fois croyant trouver des solutions à un problème, la population ne sachant pas quoi faire, ils en créent d'autres plus dangereux. C'est pourquoi, vous allez remarquer aujourd'hui dans les différents quartiers, il peut y avoir près de 10 à 20 forages dans les mêmes localités, sans comprendre le danger de ces forages. Cependant, si toutefois ces familles-là sont informées, sensibilisées, coordonnées, elles pouvaient avoir un seul forage qui pouvait servir toutes ces populations qui y vivent alentour. Mais ne connaissant pas les effets que ça peut donner à l'avenir, c'est pourquoi ils s'y mettent.

C'est pourquoi, s'il faut parler des conséquences qui peuvent venir, je sais que la direction nationale de la géologie a des géologues qui sont bien informés là-dessus. Mais de la connais-



sance du ministère de l'Environnement à travers le Centre National des Gestions Catastrophiques et de Gestion Environnementales, quand nous continuons à creuser, à forer la terre. Le grand risque c'est le tremblement de terre. Ce sont des risques d'éboulement, de glissement. Vous savez que notre pays n'est pas à l'abri de séisme. On n'en a vécu en 1984. Et maintenant là, il y a des ces populations qui se plaignent de ça. Quand nous continuons à agresser la nature, la terre, le programme va revenir. Parce que ça ne fait pas plus d'un mois, il y a mon point focal de Ratoma qui m'a remonté un cas de séisme mais l'amplitude un peu faible à Lambanyi (Ratoma) au niveau du carrefour du centre commercial. Mais quand nous sommes venus constater le lieu, nous avons remarqué qu'il y a un certain nombre de forages qui sont creusés dans les parages. Nous nous sommes dit, ce sont les causes.

Donc, c'est pourquoi le ministère de l'Environnement, à l'instar des autres ministères de l'Hydraulique, et de l'Administration du territoire doivent se retrouver

en urgence pour pouvoir réglementer ce programme de floraison des forages non seulement dans Conakry, mais aussi les autres régions de la Guinée. Je vous dis, ce n'est pas seulement à Conakry. Si toutefois c'était réglementé, c'était encore facile d'avoir un seul forage dans un lieu bien déterminé et qu'on fasse des canalisations pour les autres familles. Mais ce n'est pas ça qui se passe dans les différents quartiers.

L'Aigleinfos : Quels sont les risques liés à la floraison de ces forages ?

Alhassane Barry : Mais notre problème c'est quoi, il part de ces risques de tremblement de terre, vous savez que l'eau que nous consommons dans les forages, ce sont des eaux qui ne sont pas traitées. Les forages ne traitent pas l'eau. La population prend cette eau de cette manière pour la consommer. Il y a de ces qualités d'eau qui ne sont pas propres à la consommation. Ces qualités d'eau, ce sont les eaux dont le PH a une grande valeur. Mais la population ne peut pas se rendre compte. Il faut un laborantin. Donc, c'est pourquoi quand un forage est creusé, ils doi-

vent faire part aux laborantins pour savoir le PH de l'eau, savoir est-ce que l'eau-là est propre à la consommation. Donc, si cela n'est pas fait ça peut créer des maladies à la longue qui vont se répercuter et faire des morts d'hommes. Mais à part ça, il faut voir aussi l'entretien de cette eau. Il n'y a pas d'hygiène. Les cuves ne sont pas traitées. Ça aussi, ce sont des risques des maladies hydriques. Donc, c'est pourquoi moi je dirais ici la population doit venir s'informer autour de ces programmes de forages avant de s'y mettre. Parce que s'ils sont informés, ils ne vont pas continuer à creuser les forages dans les mêmes lieux en grande quantité. Sinon un jour après 10 à 20 ans, ils ne pourront plus vivre là. C'est ça les conséquences. Parce qu'il peut y avoir glissement de terre, les maisons vont s'écrouler, personne ne va vivre dans les lieux. Donc, on doit faire beaucoup attention parce que de la façon dont nous agressons la nature c'est de cette façon-là la nature va se retrouver contre nous. Et nous notre rôle, c'est de faire l'alerte précoce.

L'Aigleinfos : Dans les années à venir, est-ce que vous ne pensez pas qu'il peut y avoir des risques liés à ce phénomène ?

Alhassane Barry : Les risques qu'on peut dire par rapport à ça à l'avenir, je crois que c'est ce problème de tremblement de terre qui est plus connu. Parce que nous sommes en train de percer la nappe phréatique à une profondeur. Ça peut aussi répercuter d'autres conséquences sur notre façon de vivre sur cette terre. Parce que cette nappe phréatique, ce n'est pas trop bon de

l'agresser. C'est à ce niveau que quand ils font les forages c'est là-bas qu'on trouve l'eau. Donc, quand vous voyez des fois la profondeur, c'est tellement profond, mais le Bon Dieu a tellement protégé cela, nous n'avons pas droit à aller jusque là-bas. Mais si nous faisons, on ne doit pas abuser. Donc parlant de ces conséquences, c'est ce qui est plus connu par rapport au tremblement de terre.

L'Aigleinfos : A cet effet, quelles solutions proposez-vous ?

Alhassane Barry : La première des choses qu'il faut faire, il faut réglementer les problèmes de ces forages. Et ça interpelle tous les ministères qui sont impliqués. La deuxième des choses, il faut informer et sensibiliser cette population. Parce qu'elle ne s'y connaît pas. Il faut que nous gouvernons, nous Etat, qu'on s'intéresse à la chose. Parce que si à la l'autorité à la base était bien informée, on n'aurait pas laisser les choses se passer comme ça. Mais c'est parce que les autorités à la base, les chefs de quartiers, les chefs de secteurs ne sont pas informés. Ils ne connaissent rien de cette réalité. Et la population elle-même n'est pas informée là-dessus. Donc, s'il y a lieu de faire, il faut réglementer. Si quelqu'un veut faire un forage, il faut qu'il se réfère au ministère de l'Environnement. Et quand le forage est fait, il faudra qu'on cherche à comprendre la qualité de l'eau, si c'est consommable. Maintenant à part ça, on doit informer cette population de continuer à forer là où ils vivent, les conséquences peuvent être vraiment grandes à l'avenir.

Interview réalisée par Amadou Tidiane Diallo

DÉTENTION PRÉVENTIVE PROLONGÉE Un conseiller national interpelle !

Sayon Mara et juriste et conseiller national sous la bannière du RPG Arc-en-ciel (ancien parti au pouvoir). Dans une tribune publiée dans la presse, au lendemain du décès de l'ancien ministre Loucény Camara, il attire l'attention sur la détention préventive prolongée, qu'il assimile à une véritable plaie qui gangrène le système judiciaire guinéen.



« La détention préventive prolongée a toujours constitué l'un des problèmes majeurs de l'appareil judiciaire de notre pays. Bon nombre de la population carcérale du pays est aujourd'hui en attente d'une décision judiciaire. Mais, qu'est-ce que la détention préventive ?

Considérée par les organisations de défense des droits de l'homme comme une atteinte à la liberté des individus, et à leur droit à un procès juste et équitable, la détention préventive est « une mesure de détention, généralement exceptionnelle, visant à emprisonner un accusé jusqu'à la fin du procès alors que sa culpabilité n'est pas encore formellement établie. » Quand est-ce que une telle mesure est prise à l'encontre d'un prévenu ?

En effet, quand le juge d'instruction possède des indices sérieux de la culpabilité d'un suspect, il peut l'inculper, c'est-à-dire l'accuser d'une infraction. Le suspect est alors emprisonné avant d'être jugé par un tribunal. Il n'est pas condamné, il est toujours présumé innocent mais le juge estime qu'il doit le priver de liberté, préventivement, pendant la durée de l'enquête. Il peut le décider pour différentes raisons : parce que le suspect pourrait être dangereux pour la société et donc pour éviter de nouvelles infractions, parce qu'il pourrait faire disparaître des preuves, parler avec des complices ou s'enfuir.

Venons aux cas des anciens dignitaires du régime du Professeur Alpha CONDE, placés en détention provisoire depuis plusieurs mois maintenant, détentions

qui ne cessent de couler beaucoup d'encre et de sa-
live.

En effet, la question que plus d'un guinéen se posent aujourd'hui est de savoir si l'honorable Amadou Damaro Camara, le Premier Ministre Dr Ibrahim Kassory FOFANA, Dr Mohamed DIANE, Messieurs Louceny NABE, Souleymane TRAORE et autres seraient-ils de ce cadre de figure susvisé pour qu'ils soient privés de liberté pendant tout ce temps ? Ne pourrait-on pas les placer sous contrôle judiciaire et laisser la justice suivre son cours normal ? Sont-ils dangereux pour la société au point de les enfermer pour éviter qu'ils commettent de nouvelles infractions ? Pourraient-ils faire disparaître des preuves ou pourraient-ils s'enfuir ?

Le rappel à Dieu de Monsieur Louceny CAMARA à la suite d'une maladie relance davantage le débat sur cette question de détention préventive sans limite.

Placé sous mandat de dépôt à la Maison centrale de Coronthie à Conakry le 28 avril 2022, Monsieur Louceny CAMARA, ayant successivement occupé le poste de Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), les postes de Ministre du Tourisme, de l'Hôtellerie et de l'Artisanat, des Pêches et de l'Economie maritime, de l'Urbanisme et de l'Habitat, est mort le samedi 20 août 2022, au CHU Ignace Deen, après une crise d'AVC pendant sa détention.

Poursuivi par la Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières (CRIEF), pour des faits présumés de « détournements

de derniers publics, corruption et enrichissement illicite », cet ancien haut commis de l'Etat est mort, après plusieurs mois de détention, sans être situé sur son sort. Oui, il s'en est allé à jamais. Aucune restriction humaine ne lui sera désormais faite. Il est libre de tous ses mouvements.

Innocent, coupable des griefs qui lui sont reprochés ? L'action publique étant complètement éteinte, ni Monsieur Louceny CAMARA lui-même, ni sa famille d'ailleurs ne sauront désormais la vérité dans cette rocambolesque affaire. Oui, personne ne saura maintenant si ce qui lui est reproché tambour battant par la CRIEF est vrai ou faux.

Qu'est-ce qui empêcherait aujourd'hui la justice guinéenne de libérer ces hauts cadres détenus pendant plusieurs mois ? Pourquoi ne pas les placer sous contrôle judiciaire et laisser la machine judiciaire suivre son

cours normal ?

À défaut de placer ces anciennes figures du régime du Professeur Alpha CONDE écrouées à la maison centrale depuis plusieurs mois maintenant sous contrôle judiciaire, on espère que leurs dossiers seront promptement diligentés pour éviter à notre pays la situation que nous vivons aujourd'hui qui n'honore pas du tout notre patrimoine commun. D'ailleurs, qu'est-ce que notre pays fait du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques qu'il a lui-même ratifiés, qui dispose que : « tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un Juge et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré ? »

Les autorités de la transition, comme je l'ai dit dans l'une de mes tribunes, devraient tenir compte des rangs et services rendus par ces hauts cadres à un mo-

ment donné de l'histoire de notre pays. Et il faut surtout refuser que la culture de l'humiliation de l'ancien soit instituée dans nos valeurs sociales.

Je termine par cette citation du Béninois, Monsieur Hubert Maga, qui dit ceci : « Il n'existe que des intouchables de l'instant, des timoniers du temps, des maîtres du moment. Le temps est le maître de tous les maîtres. Il faut rire de tout. Mais devant les grandes décisions de la vie, réfléchissez à hier et pensez à demain. Parce que la nature, dans sa comptabilité, est incorruptible et aucune facture ne restera impayée. La nature est juste. »

Paix à l'âme de l'illustre disparu, Monsieur Louceny CAMARA, compagnon de lutte idéologique et que la terre lui soit légère à jamais. Amine ! », a écrit Sayon MARA, juriste.

Tidiane Diallo

SORTIE DE LANSANA KOUYATÉ "EN CATIMINI"

Le démenti formel du PEDN en assemblée générale

L'assemblée générale du PEDN s'est tenue le samedi 20 août 2022. Une occasion que le parti a mise à profit pour démentir formellement les rumeurs selon lesquelles son président, l'ancien Premier ministre Lansana Kouyaté serait sorti de la Guinée en catimini.

Devant les militants du PEDN, Mohamed Fofana, secrétaire permanent du parti et trésorier, a tenu à donner des précisions par rapport à cette situation. « Avant le coup d'Etat du 5 septembre, le président Kouyaté n'était pas là, il a fait presque 6 ans à l'extérieur mais le parti vivait très bien, nous étions représentés au niveau de toutes les instances. À l'époque, les gens ont tout dit, il faut qu'il rentre. Et cette fois-ci, il est en mission du parti. Le jour où le bureau exécutif du parti va lui demander de rentrer, il sera là. C'est ce qui a été fait. Après le coup d'Etat du 5 septembre, il n'est pas venu

sauf au mois de janvier. Il est resté, d'autres se sont précipités pour rentrer mais lui il n'est pas rentré », a-t-il précisé. Et de poursuivre en ces termes : « Nous sommes en train de travailler. Il y a des missions à l'extérieur... Donc il est en mission du parti, même l'autre fois il était à l'intérieur de la Côte d'Ivoire, il y a eu des fédérations qui l'ont invité. C'est pour vous dire qu'il n'est pas là-bas, quand il va terminer le travail, il va revenir. Il est en contact direct avec nous, le problème ne se pose pas. Il est parti aussi de façon officielle, il est parti le matin, contrairement à ce que les autres disent



qu'il s'est cagoulé comme Bantama Sow pour partir. Donc, il faut que vous soyez rassurés, il a été bien reçu à l'aéroport »

Tidiane Diallo

CONSEIL DES MINISTRES

Compte rendu de la session ordinaire du jeudi 18 août 2022



La Session Ordinaire du Conseil des Ministres s'est tenue ce jeudi 18 août 2022 de 10H à 12H, sous la haute autorité de son Excellence Monsieur le Président du CNRD, Président de la Transition, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées, le Colonel Mamadi Doumbouya.

Les points suivants étaient inscrits à l'ordre du jour :

I. MESSAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA TRANSITION

II. COMPTE RENDU DE LA SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL INTERMINISTRIEL DU MARDI 18 AOÛT 2022

III. DECISIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

IV. DIVERS

I. MESSAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA TRANSITION

Son Excellence Monsieur le Président du CNRD, Pré-

sident de la Transition, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA, a focalisé son message sur l'inauguration de l'hôpital national de Donka, l'une de ses priorités majeures. Le Chef de l'Etat a donc félicité toutes celles et ceux qui ont contribué directement ou indirectement à la matérialisation de ce projet d'intérêt national (le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, le Fonds Saoudien de Développement et la Banque Islamique de Développement) à travers un contrat de concession de service public pour une meilleure gestion de l'établissement.

A cette occasion, le Président de la Transition a invité le Ministre de la Santé ainsi que tous ses services à prendre toutes les dispositions nécessaires pour offrir les meilleures qualités de soins aux populations guinéennes.

Par ailleurs, le Chef de l'Etat a rappelé les impérieuses obligations qui incombent aux conseillers communaux par rapport notamment à la gestion correcte et transparente des fonds publics de leurs collectivités. Faute par eux d'observer ces prescriptions légales, il sera procédé à leur dissolution et de leur remplacement par des délégations spéciales conformément à la loi.

II. COMPTE RENDU DE LA SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL INTERMINISTRIEL DU MARDI 16 AOÛT 2022.

Le Premier Ministre par intérim a informé le conseil de la mise en place à la Primature d'un outil de suivi et d'impulsion des actions gouvernementales d'intérêt stratégique pour le Président de la Transition. Dans ce cadre, il a informé que le Gouvernement adressera un rapport mensuel au Chef de l'Etat sur l'évolution des projets ciblés.

En attendant, le Chef du Gouvernement par intérim a demandé la tenue d'une réunion de travail cette semaine pour finaliser la question du financement de trois projets prioritaires. Il s'agit des projets : de la Télévision Numérique Terrestre ; de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football 2025 et de l'aménagement d'un Parc de loisirs à Conakry sur 13 ha.

Le Premier Ministre par intérim a ensuite partagé son constat sur la dégradation continue de la chaussée après les pluies à Conakry. Pour marquer la rupture avec les pratiques du passé, le Chef du Gouvernement par intérim a sollicité la définition de standards et de contrats d'assurance-type dans l'exécution des travaux routiers dans notre pays.

Aussi, pour donner suite à la réunion des conseillers juridiques des départements, le Premier Ministre par intérim a invité le Ministre Directeur de Cabinet à

(Suite page 7)

TUERIES EN MARGE DE LA MANIF DU 17 AOÛT

La famille du jeune Alpha Oumar Barry reçue par le ministre de la Justice

Le vendredi 19 août, la famille de Alpha Oumar Barry, âgé de 16 ans, tué par balle sur la route Le Prince, lors de la manif du 17 août a été reçue par le ministre de la Justice, Garde des Sceaux et des Droits de l'homme. Une rencontre au cours de laquelle Alphonse Charles Wright a donné des assurances.



« Le ministre nous a rassurés de la prise en charge de cet événement qui a eu lieu et qui a été la cause du décès de notre enfant et que justice sera rendue. Nous sommes rassurés au niveau du ministre. En ce qui concerne le décès, nous avons demandé au ministre de rendre justice et il nous a promis fermement que justice sera rendue pourvu seulement qu'on n'ingère pas la politique dans l'affaire de la tuerie de notre enfant », a indiqué Pathé Diallo, voisin et porteparole de la famille de Alpha Oumar Barry. Et de poursuivre en ces termes : « nous lui avons aussi rassuré que la politique ne sera pas mêlée du tout parce que le petit n'est pas mêlé de la manifestation, il revenait de chez sa sœur et c'est sur son dos que la balle l'a atteint. Donc nullement nous n'allons politiser cette affaire et nous ne partons pas vers la politique pour dire que c'est elle qui a tué notre enfant. Le FNDC a appelé à

une manifestation tout comme les partis politiques mais en ce qui nous concerne ni le FNDC ni les partis politiques ne nous ont conviés à une manifestation et que nous avons répondu et qui a été la cause de la mort de notre enfant. Donc nous ne politiserons pas le décès de notre enfant mais nous voulons que la justice soit rendue...Le ministre nous a rassurés qu'après l'autopsie et toutes les études qui vont suivre, le corps sera restitué à la famille et nous allons l'enterrer dignement. Les funérailles de notre enfant ne seront jamais organisées par le FNDC. Nous n'accepterons aucun politique que ça soit FNDC ou un autre parti politique coordonne cela. Et cela ne nous a pas été imposé par le ministre. Nous avons confiance en notre justice ». Espérons vivement que justice sera rendue dans tous les crimes de sang commis ces derniers temps dans notre pays.

Tidiane Diallo

DAN MILLMAN

«Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien.»

LIBERTÉ DE LA PRESSE

La HAC prend une décision contre le journaliste Ibrahima Lincoln Soumah de FIM FM

Le vendredi 19 août, le journaliste Ibrahima Lincoln Soumah de FIM FM a été convoqué pour être entendu par les commissaires de la Haute autorité de la communication (HAC) par rapport à ses propos tenus dans l'émission Mirador du jeudi 18 août sur les cas de morts dans les quartiers situés sur l'Axe pendant les manifestations sociopolitiques. Une décision a par la suite été prise contre lui : suspension des émissions radiophoniques du 22 au 29 août 2022.

Au regard de la situation qui prévaut dans le pays depuis un certain temps, nombreux sont ceux qui se demandent si les journalistes ne seraient pas menacés sous la transition conduite par le colonel Mamadi Doumbouya. Le vendredi 19 août, le journaliste Ibrahima Lincoln Soumah de FIM FM a été convoqué pour être entendu par les commissaires de la Haute autorité de la communication (HAC) par rapport à ses propos tenus dans l'émission Mirador du jeudi 18 août sur les cas de morts dans les quartiers situés sur l'Axe pendant les

manifestations sociopolitiques. Il a été accompagné par son directeur général, Aboubacar Diallo. Au terme de la rencontre avec le collège des commissaires de la HAC, celui que certains appellent le journaliste du peuple s'est confié à la presse en ces termes: « il s'agit juste d'une invitation devant le collège des commissaires. C'était au sujet d'une incompréhension par rapport à l'émission Mirador d'hier. Mais, tout s'est bien passé. On a échangé, le problème est connu et réglé. Et, j'attends juste la décision finale de la HAC ». La

Haute Autorité de la Communication (HAC) a fini par prendre une décision contre le chroniqueur de Mirador qui a été suspendu de toutes les émissions radiophoniques pour une durée de sept jours allant du 22 au 29 août 2022 inclusivement.

Il y a quelques jours, l'on s'en souvient, le journaliste M o h a m e d Bangoura, directeur de publication du site d'informations Mosaïqueguinée, a été lui aussi convoqué dans un camp militaire. Ce qui a déclenché une vague de protestations au sein de cette corporation considérée à



juste titre comme le quatrième pouvoir. Une convocation qui avait un lien avec la publication, sur ledit site, d'un article portant sur la disparition d'un camion qui avait à son bord un produit prohibé du nom de Tramadol. Il y a eu finalement plus de peur que de mal, à la grande

joie de toutes celles et de tous ceux qui ne cessent de se battre pour que la liberté de la presse soit une réalité tangible dans le pays du colonel Mamadi Doumbouya. L'affaire a été réglée à l'amiable au cours d'une rencontre qui a eu lieu à la HAC.

Kéfina Diakité

RELATIONS RUSSO-MALIENNES

Entretien téléphonique entre Assimi Goïta et Vladimir Poutine

Le chef de la junte au Mali a eu un entretien téléphonique avec Vladimir Poutine au lendemain de la réception de nouveaux équipements militaires de son allié russe, a indiqué mercredi Assimi Goïta sur son compte Twitter, une information confirmée à l'AFP par la présidence malienne.



« Nous avons évoqué l'appui de la Fédération de Russie à la transition politique malienne et j'ai salué la qualité de notre partenariat respectueux de la souveraineté du Mali et des aspirations de sa population », a déclaré le président Goïta sur les réseaux sociaux.

Les colonels, qui ont pris

le pouvoir par la force en août 2020 dans ce pays en pleine tourmente sécuritaire, ont décidé de se séparer du vieil allié français engagé militairement contre les jihadistes depuis 2013 et de relancer ardemment la coopération avec la Russie.

Mardi, l'armée malienne a réceptionné de nouveaux

équipements militaires, dont cinq avions et un hélicoptère de combat au cours d'une cérémonie officielle en présence du chef de la junte et de diplomates russes, durant laquelle le « partenariat gagnant-gagnant avec la fédération de Russie » a été vanté.

Le Mali a accueilli en grand nombre depuis le début de l'année ce que la junte présente comme des instructeurs russes.

Les partenaires occidentaux dénoncent pour leur part le recours de la junte aux services de la société privée russe de sécurité Wagner, aux agissements décriés. La junte dément et

parle de partenariat ancien avec l'armée russe.

La Russie avait admis en mai une présence de Wagner au Mali « sur une base commerciale ».

Le colonel Assimi Goïta a par ailleurs reçu mercredi Amina J. Mohammed, vice-secrétaire générale de l'ONU et Mahamat Saleh Annadif, chef du bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel dans un contexte de tensions avec l'organisation.

Ils ont évoqué des « préoccupations communes », selon la présidence malienne.

Mme Mohammed avait été reçue auparavant à Abidjan, a indiqué une source diplomatique à l'AFP.

Depuis un mois, 49 sol-

datés ivoiriens sont détenus à Bamako, accusés par les militaires au pouvoir au Mali d'être des « mercenaires », ce que nie Abidjan qui assure qu'ils étaient en mission pour l'ONU.

Le Mali est plongé dans la tourmente depuis 2012. La propagation jihadiste, d'abord confinée dans le nord du pays, s'est étendue au centre et au sud du Mali, ainsi qu'aux Burkina Faso et Niger voisins.

Quarante-deux soldats maliens ont été tués dimanche dans le nord-est du Mali, près des frontières du Burkina Faso et du Niger, dans l'attaque la plus meurtrière attribuée à des jihadistes contre les forces maliennes depuis 2019, selon un nouveau bilan donné mercredi.

AFP

MANIFESTATIONS ANTI-CNRD

L'appel du 17 août peu suivi en Guinée!

Le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), qui a été récemment dissous par le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, a appelé à manifester le mercredi 17 août sur toute l'étendue du territoire national pour exiger du CNRD un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Mais le constat sur le terrain est que le mot d'ordre du FNDC a été peu suivi sur l'ensemble du territoire national.



Dans la capitale Conakry, ce sont les quartiers situés sur l'Axe qui ont enregistré des incidents. Il y a eu deux cas de mort par balles, l'un à Wanindara, l'autre à Bambéto, deux quartiers de la commune de Ratoma présentés ces derniers temps comme l'épicentre des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre à Conakry. Dans les quartiers situés sur l'autoroute Fidel Castro, la circulation a été fluide. La ville de Labé, la capitale de la Moyenne Guinée, a été paralysée pour respecter le mot d'ordre du FNDC. Ce qui n'a pas été le cas dans les autres capitales régionales que sont Kindia, Kankan et N'zérékoré.

Contrairement au FNDC

de Keamou Bogola Haba et au RPG Arc-en-ciel (ancien parti au pouvoir), certaines coalitions politiques avaient pourtant donné des consignes claires à leurs militants pour prendre part à cette manif du 17 août. C'est le cas notamment de l'ANAD de Cellou Dalein Diallo et de la CORED de Mamadou Sylla. Les responsables du FNDC se sont réjouis de cette paralysie constatée par endroits suite à leur appel à manifester. Quant au médiateur de la CEDEAO, Thomas Yayi Boni, il est arrivé à Conakry dimanche pour rencontrer aussi bien les autorités de la transition que les acteurs sociopolitiques pour une sortie de crise.

Kèfina Diakité

Proverbe Africain
«Le vieux se chauffe avec le bois récolté dans sa jeunesse.»

CONSEIL DES MINISTRES

Compte rendu de la session ordinaire du jeudi 18 août 2022

partager le projet de décret portant organisation de l'Agent judiciaire de l'État pour sa finalisation.

Enfin, le Chef du gouvernement par intérim a invité le Ministre de la Justice à faire le point de l'évolution des enquêtes sur les événements enregistrés dans la banlieue de la Capitale les 26, 27 et 28 juillet dernier.

AU TITRE DES COMMUNICATIONS

Au nom du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises, le ministre de l'Économie, des Finances et du Plan a fait une communication relative au Projet de Loi portant Contenu Local de la République de Guinée.

Ensuite, le Ministre de la Jeunesse et des Sports a fait une communication relative à la Politique Nationale de la Jeunesse.

Enfin, Madame la Ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique a fait trois (3) communications relatives : aux Problèmes de Coût de Communication, d'Accessibilité et de Fiabilité du Réseau Internet en Guinée, au Conseil National de Digitalisation et au Projet de Décret portant Création, Attributions, Composition, Organisation et Fonctionnement du Conseil National de Digitalisation de l'État (CNDE).

III. DECISIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

S'agissant du Ministère

du Commerce, de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises :

Communication relative au Projet de Loi portant Contenu Local de la République de Guinée

Le Conseil a décidé de :

1. Trouver des instruments pour la qualification et l'accès au financement ;
2. Veiller au transfert de compétences ;
3. Renforcer le répertoire des entreprises locales ;
4. Classifier les entreprises dans le décret d'application ;
5. Définir les quotas.

Pour ce qui est du Ministère de la Jeunesse et des Sports :

Communication relative à la Politique Nationale de la Jeunesse.

Le Conseil a décidé de :

1. Renforcer la lutte contre les stupéfiants ;
2. D'établir la responsabilité civile et pénale des parents ;
3. S'inspirer de l'expérience réussie d'autres pays.

Quant au Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique :

Communication relative:

- Aux Problèmes de Coût de Communication, d'Accessibilité et de Fiabilité du Réseau Internet en Guinée

; • Au Conseil National de Digitalisation ;

• Au Projet de Décret portant Création, Attributions, Composition, Organisation et Fonctionnement du Conseil National de Digitalisation de l'État (CNDE).

Le Conseil a recommandé d'attendre les conclusions des études sur le coût de l'internet en Guinée.

IV. DIVERS

Le Ministre Secrétaire Général du Gouvernement a au nom de Monsieur le Premier Ministre et de l'ensemble des membres du gouvernement félicité le Président de la Transition pour l'inauguration de l'hôpital National de Donka.

Le Ministre de l'enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation a remercié le Chef de l'État au nom de tous les étudiants, suite à la revalorisation des bourses d'études et d'entretiens des étudiants dans les Institutions d'enseignement supérieur public à compter de la rentrée universitaire 2022-2023.

Le Ministre de l'Enseignement Pré-universitaire a informé du transfert de 50 salles de classe des écoles « SOS » dans le patrimoine de l'État.

Le Ministre de l'Énergie a fait le point sur son voyage à Abidjan pour prendre part au Conseil des Ministres de l'Énergie de la sous-région.

Conakry le 18 août 2022

Le Conseil des Ministres

GANDHI

« Sois le changement que tu désires voir en ce monde »



(On aime beaucoup cette citation sur le changement de Gandhi parce qu'elle incarne un élan, une pensée positive active qui interdit de se poser en victime. Oui, le monde n'est pas parfait, mais pour le changer, VOUS devez commencer par changer.)

HÔPITAUX NATIONAUX

Le C.H.U de Donka rouvre ses portes après des années de rénovation

Le mercredi 17 août 2022, le président du CNRD, président de la transition, chef de l'Etat, chef suprême des Armées, le colonel Mamadi Doumbouya, a procédé à l'inauguration de cet établissement moderne, capable de répondre désormais aux besoins en soins spécialisés.



Les travaux de rénovation du centre hospitalo-universitaire (C.H.U) de Donka ont été lancés sous le régime du professeur Alpha Condé. Lesdits travaux ont pris fin, à la grande joie des populations guinéennes. Le mercredi 17 août 2022, président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a procédé à l'inauguration de cet établissement moderne, capable de répondre désormais aux besoins en soins spécialisés. C'était en présence de celui qui était alors le Premier ministre par

intérim, des membres du gouvernement, des présidents d'institutions républicaines, des représentants du concessionnaire (le canadien Netsen Group), des représentants des partenaires que sont la B.I.D et le Fonds Saoudien de Développement. Le porte-parole du concessionnaire, Alpha Diallo, a indiqué dans son intervention que l'objectif de leur groupe est de transformer l'Hôpital National Donka en un établissement moderne, répondant aux besoins en soins spécialisés de

la population guinéenne et contribuant au développement des missions d'enseignement et de recherche. Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Mamadou Pethè Diallo, a remercié le président de la transition pour les dispositions prises pour l'achèvement des travaux de rénovation de cet hôpital national. « Nous allons déployer toutes nos forces pour offrir des services de qualité dans un environnement sain, convivial, accueillant, respectueux en tant que natifs de ce pays. Et ces services j'en suis sûr, seront à hauteur des attentes des bénéficiaires », a promis le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Mamadou Pethè Diallo.

Espérons que cette inauguration va contribuer à diminuer les évacuations sanitaires à l'étranger.

Tidiane Diallo

JEUX DE HASARD

La Lonagui se félicite de son chiffre d'affaires

Dans un communiqué publié dans la presse, la Loterie nationale de Guinée (LONAGUI) se félicite de son chiffre d'affaires, après la récupération des segments de jeux de Guinée Games.



« La LONAGUI remercie l'ensemble des parieurs, opérateurs et autres partenaires pour l'engouement qu'ils observent autour des opérations de paris physique depuis le Dimanche 14 Août 2022, début de l'application du décret D/2022/N0236/PRG/CNRD/SGG du 13 Mai 2022, lui conférant la commercialisation de toutes formes de loterie et pronostics du réseau physique de distribution y compris celle des paris sportifs en République de Guinée.

La LONAGUI intégré à son réseau commercial plus de 1 500 sur 5 400 vendeurs déclarés par les concessionnaires concernés par le décret susvisé qui ont contribué à générer en moins d'une semaine un chiffre d'affaires quotidien de plus d'un milliard GNF en comparaison avec les 700 millions GNF déclarés en moyenne par lesdits concessionnaires.

La LONAGUI les rassure que toutes les dispositions sont prises pour le maintien de tous les emplois existants dans le secteur et une meilleure rémunération des vendeurs, conformément à la vision du chef de l'Etat, chef Suprême des armées, le colonel Mamadi Doumbouya.

La LONAGUI rappelle que toutes ses agences sont ouvertes tous les jours y compris les weekends pour recevoir et traiter les dossiers de candidatures notamment, ceux des anciens vendeurs de Guinée Games et de la Guinéenne de jeux qui restent prioritaires. », lit-on dans le communiqué signé du Directeur Général de la Lonagui.

Tidiane Diallo

DAN MILLMAN

«Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien.»

Tidiane Diallo

DISPARITION

L'ancien ministre Louncény Camara meurt en détention

Le samedi 20 août 2022, dans la nuit, Louncény Camara, ancien ministre et ancien président de la Ceni, est décédé en détention à l'hôpital Ignace Deen de Conakry. Il a été emporté par un AVC. Une disparition qui relance le débat sur les conditions d'incarcération à la Maison centrale.

Après la création de la CRIEF par le tombeur d'Alpha Condé, nombreux sont les cadres du régime déchu le 5 septembre 2021 qui ont été inculpés et écroués à la Maison centrale de Conakry pour des faits présumés de détournement de deniers publics. Parmi ces cadres ayant défendu les couleurs de l'ancien parti au pouvoir (RPG Arc-en-ciel), l'on peut citer notamment : Dr Kassory Fofana, Dr Mohamed Diané, Souleymane Traoré, Oyé Guilavogui, Albert

Damantang Camara (libéré sous caution), Amadou Damaro Camara, Louncény Camara, Diakarria Koulibaly (libéré sous caution). Le samedi 20 août 2022, dans la nuit, Louncény Camara, ancien ministre et ancien président de la Ceni, est décédé en détention à l'hôpital Ignace Deen de Conakry. Il a été emporté par un AVC. Une disparition qui relance le débat sur les conditions d'incarcération à la Maison centrale. « Moi-même j'étais à l'hôpital avant hier. Hier, son fils m'a appelé pour me

dire qu'il a fait un AVC et qu'ils ont fait les analyses. C'est ainsi qu'à 19h, le médecin m'a appelée pour me dire qu'il était dans un état critique et vers 20h il a rendu l'âme. Depuis trois mois, il était souffrant et malgré les démarches de la famille, à trois reprises, la demande d'évacuation de mon mari a été rejetée. L'Etat n'a pas accepté. On a même fait 3 demandes de mise en liberté provisoire, ils n'ont pas accepté non plus. Finalement, mon mari est mort », a révélé la veuve de Louncény



Camara. Que l'âme de l'illustre disparu repose en paix.

Tidiane Diallo

Tribune

« Pourquoi l'Agence humanitaire de l'Union africaine doit être saluée »

En projet depuis 2016, l'Agence humanitaire de l'Union africaine est d'autant plus stratégique qu'il y va de « l'Afrique que nous voulons ».

En voilà une bonne nouvelle que de voir le continent se prendre en main sur une question qui lui est centrale, l'humanitaire, en partenariat avec les instances nationales, régionales et les agences internationales, dont le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), avec sa structure propre. L'Agence humanitaire de l'Union africaine ainsi créée vise à « s'ancrer dans les mécanismes nationaux et régionaux, et à être financée par les ressources propres de l'Afrique », tout en reposant sur des valeurs panafricaines.

Une agence d'importance stratégique...

Dotée de nouveaux moyens financiers, 140 millions de dollars d'engagements obtenus lors du sommet humanitaire et la confé-

75 % de l'activité humanitaire globale, abrite en effet 26 % des réfugiés du monde entier. Pas moins de 114 millions de personnes y ont besoin d'une assistance, selon les Nations unies.

Aussi l'Union africaine place-t-elle en priorité la « prise en considération des besoins spéciaux des femmes et des groupes vulnérables, spécialement les enfants, les jeunes et les personnes âgées ». Il y va de l'avenir dans « l'Afrique que nous voulons », telle qu'elle est mise en avant par l'agenda 2063 de l'UA, mais aussi des efforts à poursuivre sans relâche pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030.

... pour des besoins pressants sur le terrain



rence des donateurs organisés par l'UA et la Guinée équatoriale fin mai à Malabo, l'Agence humanitaire de l'Union africaine (AHUA) détient un mandat d'une haute importance stratégique. L'Afrique, où se déroule

Les besoins augmentent rapidement, avec la hausse du nombre de catastrophes naturelles liées au changement climatique, des cyclones à répétition au Mozambique aux inondations récurrentes, en passant par l'assèchement des lacs et la sécheresse. En outre, les conflits persistent en Afrique, où se déroulent 15 des 32 guerres actives dans le monde. Trois des dix pays nécessitant le plus d'aide se trouvent sur le continent : la République démocratique du Congo, en troisième position après le Yémen et la Syrie, puis le Soudan et le Nigeria. En 2021, l'UNFPA a fourni une aide humanitaire vitale à



29 millions de femmes de 15 à 49 ans dans 42 pays, et à 4,3 millions de jeunes de 10 à 24 ans dans 33 pays.

Toutes les personnes déplacées ont des droits essentiels, dont celui de l'accès à une assistance. En particulier les femmes et les enfants, les chefs de ménage célibataires et les mineurs non accompagnés. La protection spéciale dont ils doivent bénéficier comprend toutes les formes contre la violence sexuelle ou basée sur le genre contre les femmes et les enfants, lesquels forment la majorité des populations déplacées.

Chaque jour, dans des contextes humanitaires, plus de 500 femmes et filles meurent des suites de complications liées à la grossesse et à l'accouchement. La violence basée sur le genre augmente, avec des conséquences graves, parfois même mortelles. Les fournitures essentielles, telles que les serviettes hygiéniques et les contraceptifs, sont souvent hors de portée. Durant les conflits, les catastrophes naturelles et autres situations d'urgence, les besoins liés à la santé sexuelle et reproductive sont négligés, alors qu'ils sont souvent considérables.

Dans ces situations, l'UNFPA dispose d'une longue expérience de terrain et surtout d'un éventail très large de partenariats qui permet de délivrer des kits

de dignité avec des produits d'hygiène, des kits de santé maternelle ainsi que de traitement post-viol. Les filles doivent également faire l'objet d'une attention spéciale, en raison de circonstances et de préjugés tenaces, en Afrique, qui les confrontent souvent à la discrimination dans l'accès aux services sociaux de base, l'aide, les opportunités et même l'établissement de documents à leur nom. Les mineurs, quant à eux, sont particulièrement exposés au risque de trafic humain, aux abus et au recrutement en tant qu'enfants soldats.

Les jeunes en première ligne du front humanitaire

Ce n'est donc pas un hasard si un sommet des jeunes s'est tenu à Nairobi début mai en prélude au sommet humanitaire de Malabo. La transition démographique fait que l'Afrique compte parmi sa population 62 % de moins de 25 ans, lesquels constituent aussi 60 % du total des chômeurs sur le continent. Vu qu'ils feront l'Afrique de demain, ils doivent faire l'objet de tous nos efforts pour gagner en perspectives d'avenir et en opportunités concrètes.

En outre, les jeunes représentent une part importante des personnes touchées par les crises. Au niveau mondial, la moitié des enfants non scolarisés vivent dans un pays en situation de conflit. La préservation de leur bien-être et leur

passage réussi à l'âge adulte sont des priorités essentielles des Nations unies comme de l'UA. Dans ce domaine, le savoir-faire de l'UNFPA passe par des approches innovantes, participatives, et une action largement relayée par les associations de jeunes actives sur le terrain, très alertes et au fait des besoins des communautés.

La question du terrorisme prise en compte

Point important à saluer du côté de l'Union africaine : le fait qu'elle ait associé à son sommet humanitaire de Malabo un sommet inédit sur le terrorisme et les changements inconstitutionnels de régimes en Afrique. Cette initiative reconnaît l'une des causes profondes des conflits, de nature politique, qui voient les jeunes mourir en Afrique s'ils ne sont pas les premiers à manifester lors des crises préélectorales ou postélectorales. Ces changements, qui vont dans le bon sens, méritent le soutien et l'accompagnement de tous ceux qui croient fermement qu'il faut renforcer l'autonomie des acteurs et mettre en place des solutions taillées sur mesure, pour et par l'Afrique.

* Conseiller spécial du directeur exécutif de l'UNFPA et directeur du bureau de représentation de l'UNFPA auprès de l'Union africaine et de la Commission économique des Nations unies en Afrique.

Par Mabinque Ngom*

**Proverbe
Africain**
"Le vieux se chauffe avec le bois récolté dans sa jeunesse."

Les incroyables bienfaits du poivron

Rouge, vert ou jaune, le poivron se prête à mille et une recettes et fourmille de bienfaits. Riche en fibres, diurétique et diététique, ce légume-fruit est une star incontestée du régime méditerranéen.



Le poivron est un véritable allié de la belle longévité. Les études menées sur sa composition démontrent qu'il est notamment :

- Un champion de la teneur en vitamine C : il en abrite jusqu'à 150mg pour 100g, soit presque autant que le persil, tête de liste de cette catégorie, et deux fois plus que l'orange ou le kiwi. Il est donc excellent pour stimuler défenses de l'organisme. La vitamine C ayant des propriétés anti-oxydantes majeures, le poivron permet aussi de lutter efficacement contre les radicaux libres et le vieillissement prématuré, les maladies neuro-dégénératives, les pathologies cardiovasculaires, musculaires, articulaires.

- Un frein contre les cellules malignes : à sa richesse en **vitamine C** antioxydante, le poivron associe des molécules (flavonoïdes, capsates), utiles pour prévenir mais aussi pour freiner le développement des cellules cancéreuses. Dans ce cadre, il est recommandé d'en manger 100g deux fois par mois.

• Riche en fibres, diététique et diurétique
Aliment-santé riche en minéraux et **oligo-éléments** (fer, cuivre, calcium, **potassium**, phosphore, manganèse, zinc), le poivron est aussi un aliment-minceur... Raison de plus

pour ne pas s'en priver.

- 29kcal/100g : c'est vraiment un aliment poids-plume car, composé à 90% d'eau, il ne doit son apport calorique qu'à une part infime de glucides, protéines et lipides.

- 2g de fibres/100g : cette densité plutôt élevée permet de rassasier durablement et d'éviter les fringales, mais aussi de stimuler le transit intestinal, de piéger une partie des graisses et sucres alimentaires et mieux éliminer les déchets.

• Quelle couleur choisir ?

Pour profiter de tous les bienfaits du poivron, mieux vaut ne pas l'acheter fripé et ne pas se priver de mélanger gaiement les teintes. Quelle que soit sa **couleur** (qui traduit son degré de maturité), il s'agit du même légume-fruit, avec toutefois quelques nuances :

- Rouge : c'est le plus mûr et le plus riche en vitamine C, mais aussi en vitamine B6 et E ainsi qu'en bêta-carotène et lycopène, pigments antioxydants.

- Jaune : à ce stade intermédiaire, c'est le plus doux au goût, le plus sucré. Il est notamment riche en bêta-carotène et en flavonoïdes, mais aussi en vitamine B9.

- Vert : cueilli avant maturité, c'est celui qui abrite le plus de

flavonoïdes dont la teneur diminue graduellement avec le mûrissement. Il est aussi source de vitamine K.

• À consommer cru ou cuit ?

Le poivron se marie savoureusement avec les autres légumes du soleil, relève une assiette de riz, une omelette, se prête à toutes les farces... Quelques précisions pour l'apprécier pleinement :

- Cru avec la peau, en lamelles dans une salade ou à la croquette en apéro, c'est dans ces conditions qu'il conserve le maximum de ses vertus. Même sans avoir de problème de digestion, mieux vaut toujours ôter les pépins et les filaments blancs un peu amers.

- Cuit et pelé, sans pépins et sans filaments, c'est ainsi qu'il est le plus digeste. Il suffit de le passer au grill du four ou à la vapeur pour retirer facilement la peau. L'idéal est ensuite de découper des lanières et de les faire mariner dans de l'huile d'olive, de l'ail et du piment doux : un délicieux cocktail antioxydant et anticancer !

- Précautions avec le vert...

... Chez les personnes sensibles aux **FODMAP**, le poivron vert (de même que la banane verte), même cuit, ne passera pas. Les rouges et les jaunes, cuits et épluchés, ne causeront en revanche pas de problèmes digestifs.

... Chez certains allergiques aux pollens, l'ingestion de poivron vert (de même que certains fruits frais ou noix) peut déclencher un bref syndrome d'allergie orale : démangeaisons, sensation de brûlure à la bouche, aux lèvres et à la gorge.

NOTRE TEMPS
par Magali Quent

MALI Le Premier ministre Choguel Maïga remplacé par un militaire

DÉCISION. Le chef de la junte, Assimi Goïta, a désigné dimanche soir Abdoulaye Maïga, lui aussi colonel, pour assurer l'intégrité à ce poste stratégique

Jusqu'alors ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le colonel Abdoulaye Maïga a été désigné dimanche soir Premier ministre par intérim, par le chef de la junte au Mali, le colonel Assimi Goïta, en remplacement du civil Choguel Kokalla Maïga, hospitalisé depuis quelques jours, d'après un décret lu à la télévision d'État. Une annonce qui ne surprend pas les observateurs de la vie politique malienne. Cependant, avec cette désignation du colonel Maïga aux fonctions de chef du gouvernement, les deux têtes de l'exécutif sont, au moins provisoirement, des militaires, alors que les colonels s'étaient résignés sous la pression internationale après le putsch de 2020 à confier les deux postes à des civils, tout en conservant la haute main sur les décisions.

Discours antirfrançais

Outre l'important portefeuille de la Décentralisation, Abdoulaye Maïga, âgé d'une quarantaine d'années, était aussi le porte-parole du gouvernement. Peu connu avant sa nomination à ce poste fin 2021, il a régulièrement fait à ce titre au cours des derniers mois, revêtu de son treillis, à la télévision nationale certaines des annonces les plus marquantes du gouvernement et des déclarations les plus abruptes contre la France. Il avait ainsi « exigé » fin juillet du président Emmanuel Macron qu'il quitte « définitivement sa posture néocoloniale, paternaliste et condescendante ».

Le colonel Maïga passe pour ne pas avoir fait partie du cercle des officiers qui ont pris le pouvoir par la force avec le colonel Goïta en août 2020. Mais il est considéré comme proche de l'homme fort malien et est devenu la voix de la politique de rupture avec la France et ses alliés engagée après un deuxième putsch qui, en mai 2021, a écarté le président et le Premier ministre civils. Le colonel Goïta s'est ensuite fait investir en tant que président de transition.

Choguel Maïga de plus en plus critiqué

Choguel Kokalla Maïga, un vétéran de la politique malienne, avait été choisi pour être le chef du gouvernement après le second putsch de mai 2021. Il a été hospitalisé il y a huit jours après un malaise, cardiaque, selon un responsable hospitalier. Ses services s'étaient alors contentés d'indiquer qu'après « 14 mois de travail sans répit, [il avait] été mis en repos forcé par son médecin ». Ils annonçaient son retour au travail la semaine suivante. Mais aucune autre nouvelle de lui n'a été donnée officiellement depuis lors.

Il est depuis plusieurs mois critiqué par de nombreux cadres politiques qui demandent sa démission et par nombre de ses anciens alliés du Mouvement du 5 juin, dont il est l'un

des fondateurs et qui a joué un rôle de premier plan dans la contestation ayant précédé la prise du pouvoir par les militaires en 2020.

Une coalition de partis maliens a jugé « catastrophique » samedi, dans un communiqué, le bilan de la junte après deux ans d'exercice du pouvoir, faisant entendre une rare voix dissidente. Les expressions dissidentes sont devenues exceptionnelles, étouffées par les injonctions à l'unité nationale et les mesures répressives. « Le bilan est catastrophique et la situation est inquiétante », dit la coalition regroupée sous le nom de Cadre d'échange, dans un communiqué. Le Cadre d'échange réunit une dizaine de partis et regroupements de partis, dont le Rassemblement pour le Mali de l'ancien président Keita et le Yeléma de l'ancien Premier ministre Moussa Mara. Pour lui, « la situation se dégrade dans presque tous les domaines et de graves menaces pèsent sur l'unité et la souveraineté nationales ». La « presque totalité du territoire » est sous le contrôle des djihadistes qui « montent visiblement en puissance » ; « le panier de la ménagère n'a jamais été aussi vide » ; « les libertés fondamentales sont régulièrement violées », détaille-t-il. Par ailleurs, le Mali « s'enfoncé dans un isolement diplomatique inédit », dit-il.

C'est après le putsch de 2021, l'investiture du colonel Goïta comme président et la nomination d'un nouveau Premier ministre qu'a été engagée une politique de rupture. La junte s'est tournée vers la Russie et a rompu avec la France et ses alliés. Le dernier soldat de l'opération antidjihadistes française Barkhane a quitté le Mali lundi. Les autorités s'enorgueillissent d'avoir résisté aux pressions internationales et restauré la souveraineté du pays et d'accueillir les djihadistes à la défensive. L'état-major a revendiqué, samedi dans un communiqué, d'avoir « neutralisé » depuis début août 81 djihadistes lors de différentes opérations. Il a fait état de quelques blessés dans les rangs de l'armée. Il a rapporté les premières frappes d'un Soukhoï-25 livré en août par le partenaire russe.

Vendredi, les partisans de l'imam Mahmoud Dicko, influent personnage public qui avait été la figure tutélaire de la contestation en 2020, avaient jugé que « la situation politique et sécuritaire du pays [restait] préoccupante, malgré quelques avancées dans certains domaines ». « Le pays est en train de s'enliser dans un mode de gouvernance caractérisé par la promotion de la propagande, la diversion, le bâillonnement de la liberté d'expression, les crises diplomatiques avec nos partenaires, la distinction [entre] bons et mauvais Maliens », disaient-ils dans un communiqué.

Par Le Point Afrique (Avec AFP)

BURKINA

Mise en garde officielle contre des appels à «l'épuration» ethnique

Le gouvernement burkinabè a vivement condamné et mis en garde jeudi 18 août contre des appels «au meurtre» et «à l'épuration ethnique» relayés récemment sur les réseaux sociaux, visant la minorité peule du pays.



que l'irréparable ne se produise». Ils appellent à «une condamnation sans réserve et sans ambiguïté». Des Peuls ayant rejoint des groupes jihadistes qui ensanglantent le Burkina Faso depuis sept ans, l'amalgame «Peul égal terroriste» est régulièrement établi, ce qui attise les tensions entre communautés.

Risque de «guerre civile»

Dans une tribune publiée mardi, Alpha Barry, ancien ministre des Affaires étrangères du président Roch Marc Christian Kaboré, renversé en janvier par un putsch militaire, alertait lui sur «le risque d'une vraie guerre civile», après la diffusion de ces enregistrements. Pour l'éviter, il a appelé les politiques, religieux, intellectuels, chefs coutumiers et autres leaders à «aller sur le terrain, rencontrer les populations, mener des actions fortes pour prôner la cohésion et le vivre-ensemble qui sont le ciment de notre nation».

Le 1er janvier 2019, des individus armés non identifiés avaient attaqué le village de Yirgou, dans le nord du Burkina, tuant six personnes, dont le chef du village. Cette attaque avait immédiatement été suivie d'actions de représailles visant les Peuls qui avaient fait 50 morts, selon le bilan officiel, au moins 146, selon des organisations de la société civile.

AFP

Ces appels, sous forme d'enregistrements audio postés principalement sur le réseau WhatsApp, invitaient les populations «autochtones» à s'en prendre par le meurtre et les exactions aux Peuls de leur région, en particulier dans le sud-ouest du pays frontalier de la Côte d'Ivoire.

«Discours haineux»

«Ce sont des propos d'une extrême gravité qui n'ont d'équivalence que les dérives de la radio Mille colines qui ont conduit au génocide rwandais (en 1994), une des pires tragédies de l'humanité et de laquelle nous devons savoir tirer des

leçons», écrit Lionel Bilgo, porte-parole du gouvernement burkinabè, dans une déclaration adoptée par le Conseil des ministres. «Il est question d'appels directs et actifs au meurtre, à des tueries de masse, à l'épuration ethnique et à la sédition : le ton et les mots utilisés donnent froid dans le dos et témoignent de la gravité de la situation», ajoute-t-il.

Selon Lionel Bilgo, «il s'agit bien de discours haineux, subversifs, dangereux et inacceptables dans un pays riche et diversifié comme le Burkina Faso», qui imposent «d'agir résolument et fermement avant

ELIMINATOIRES CHAN 2023

Les 24 joueurs convoqués par Lappé Bangoura pour le 2^{ème} tour

A la faveur d'une conférence de presse qu'il a animée le vendredi 19 août, le sélectionneur du Syli national local, Kanfory Lappé Bangoura, a communiqué la liste des 24 joueurs convoqués pour le 2^{ème} tour éliminatoire du CHAN 2023 prévu en Algérie. La manche aller est programmée pour le 27 août, la manche retour le 2 septembre 2022.



Gardiens de but

- Moussa Camara (Horoya AC)
- Hambaliou Koulibaly (Wakriya AC)
- Gabar Sylla (SAG de Siguiri)
- Défenseurs
- Ibrahima Sory Doumbouya (Horoya AC)
- Bangaly Cissé (SOAR Académie)
- Ousmane Papa Conté (SOAR Académie)
- Mohamed Chérif Camara (Hafia FC)
- Ibrahima Sory Camara (Hafia FC)
- Ibrahima Y. Camara (FC Séquence)
- Ibrahima Sory Kaba (SAG)

Milieux de terrain

- Mory Kanté (Horoya AC)
- Ismaël Camara (Horoya AC)
- Ousmane Dramé (Hafia FC)
- Gaoussou Siby (Hafia FC)
- Fodé Gaoussou Camara (CI Kamsar)
- Abdoulaye Bangoura (Wakriya AC)

Morifing Donzo (FC Séquence)

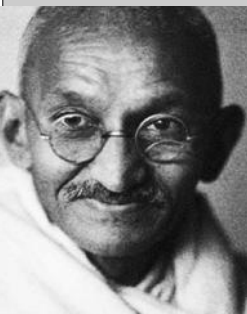
Attaquants

- Gnagna Barry (Horoya AC)
- Samba Diallo (FC Santoba)
- Facinet Doss Soumah (SOAR Académie)
- Sekou Oumar Yansané (FC Séquence)
- Mohamed Camara (ASM Sangaredi)
- Ousmane Camara (Éléphants de Coléah)
- Mohamed Kouyaté (ASM Sangaredi)

A noter que le match aller (27 août) se jouera au Sénégal. Le match retour sera disputé à Bamako, le 2 septembre ; la Guinée ne disposant pas pour le moment d'un stade répondant aux normes de la Confédération Africaine de Football (CAF). Le CHAN (Championnat d'Afrique des nations) est une compétition de la CAF exclusivement réservée aux joueurs évoluant dans les différents championnats nationaux.

Tidiane Diallo

GANDHI « Sois le changement que tu désires voir en ce monde »



(On aime beaucoup cette citation sur le changement de Gandhi parce qu'elle incarne un élan, une pensée positive active qui interdit de se poser en victime. Oui, le monde n'est pas parfait, mais pour le changer, VOUS devez commencer par changer.)

Proverbe Africain

«Le vieux se chauffe avec le bois récolté dans sa jeunesse.»

Lisez le journal numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

CÔTE D'IVOIRE

Simone Gbagbo lance son propre parti

En Côte d'Ivoire, l'ex-première dame de Simone Gbagbo, a créé samedi 8 août, son parti politique; deux ans avant la présidentielle de 2025. Elle rompt ainsi politiquement avec l'ex-président Laurent Gbagbo, avec qui elle avait formé un redoutable tandem au pouvoir pendant dix ans.

Sans surprise, étant la seule candidate, Simone Ehivet Gbagbo a été élue présidente du Mouvement des générations capables (MGC) avec 100% des voix par plusieurs centaines de délégués de tout le pays, lors d'une assemblée générale constitutive du parti de deux jours, qui s'est achevée samedi.

Jusqu'à sa transformation en parti politique, le MGC était une coalition de mouvements soutenant Mme Gbagbo, créée en septembre dernier, avec déjà dans sa ligne de mire la prochaine présidentielle.

« Nous y sommes, notre parti politique est désormais dans la place », s'est réjouie Mme Gbagbo vêtue d'un ensemble de tissu africain aux tons vert, visiblement heureuse, allant jusqu'à esquisser quelques pas de danse avec ses partisans qui la surnomment affectueusement « Maman ».

Elle a placé son parti résolument dans l'opposition au président ivoirien Alassane Ouattara. Selon elle, la « réconciliation nationale » qu'il a initiée « n'a jamais vraiment démarré de façon sérieuse ».

Elle a tout de même remercié le chef de l'Etat d'avoir récemment libéré deux officiers supérieurs de l'armée ivoirienne, incarcérés pour leur rôle dans la crise sanglante de 2010-2011, rappelant toutefois qu'il restait « une vingtaine de militaires » en prison.

L'ambition de son parti « humaniste et progressiste, fortement ancré dans la so-



cial-démocratie » et dont la devise est « Audace, solidarité, souveraineté », est « de transformer qualitativement les mentalités » pour construire « une Côte d'Ivoire nouvelle et moderne », selon elle.

– « La Dame de fer » –

Aujourd'hui âgée de 73 ans, celle qui fut surnommée « la Dame de fer », a formé un redoutable tandem avec Laurent Gbagbo lorsque celui-ci était président de 2000 à 2011.

C'est pour leur rôle pendant la crise sanglante – environ 3.000 morts – qui avait suivi la présidentielle de 2010 et née du refus de Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite face à Alassane Ouattara, qu'ils avaient été arrêtés à Abidjan en avril 2011.

Elle a été accusée d'être liée aux « escadrons de la mort » contre les partisans d'Alassane Ouattara.

Condamnée en 2015 dans son pays à 20 ans de

prison pour « atteinte à la sûreté de l'Etat », elle a bénéficié en 2018 d'une loi d'amnistie, au nom de la « réconciliation nationale ».

Laurent Gbagbo, également condamné à 20 ans de prison en Côte d'Ivoire pour le « braquage » de la Banque centrale ouest-africaine pendant la crise de 2010-2011, vient lui de bénéficier d'une grâce présidentielle qui n'efface toutefois pas sa peine, ce qui pourrait l'empêcher de se présenter en 2025.

Simone Gbagbo l'a regretté samedi, estimant que la grâce, en lieu et place de l'amnistie qui annule la peine, « alourdit davantage

l'atmosphère socio-politique » en Côte d'Ivoire.

Dans la foulée de l'acquittement de M. Gbagbo par la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye en mars 2021 où il était poursuivi de crimes contre l'humanité, le mandat d'arrêt lancé par cette cour contre Simone Gbagbo, a été levé.

Mais tant sur le plan privé

que politique, eux qui ont mené ensemble le combat pour le multipartisme dans leur pays il y a plus de 30 ans, suivent une trajectoire séparée depuis le retour en Côte d'Ivoire de Laurent Gbagbo en juin 2021, après son acquittement par la CPI.

Tout juste rentré après dix ans d'absence au bras d'une autre femme, il a demandé le divorce d'avec Simone, avec qui il a eu deux filles.

Et l'une de ses premières sorties avait eu lieu à la cathédrale catholique d'Abidjan, marquant ainsi une autre rupture avec Simone dont il avait épousé la croyance évangéliste.

Laurent Gbagbo, âgé de 77 ans, a également créé en octobre dernier sa propre formation politique, le Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire (PPA-CI), auquel Simone n'a jamais appartenu et qui n'était pas représenté à l'assemblée générale du MGC.

AFP

Proverbe Africain

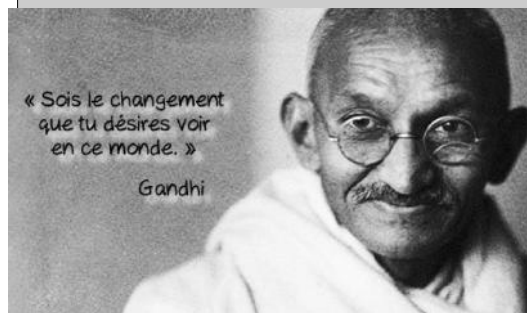
«Le vieux se chauffe avec le bois récolté dans sa jeunesse.»

GANDHI

« Sois le changement que tu désires voir en ce monde »

« Sois le changement que tu désires voir en ce monde. »

Gandhi



(On aime beaucoup cette citation sur le changement de Gandhi parce qu'elle incarne un élan, une pensée positive active qui interdit de se poser en victime. Oui, le monde n'est pas parfait, mais pour le changer, VOUS devez commencer par changer.)

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.